

**Nations unies - Réunion d'urgence
sur la Ghouta orientale -
Intervention de représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies - Conseil de sécurité
(New York, 22 février 2018)**

Monsieur le Président,

Je remercie M. Lowcock pour sa présentation édifiante de la situation dans laquelle se trouvent les habitants de la Ghouta orientale.

Mark Lowcock a tout dit : la pluie de fer et de feu qui s'abat de manière indiscriminée sur la Ghouta orientale repousse sans cesse les limites de l'horreur et de la souffrance humaine. Il n'y a pas de mot pour décrire ce qui se déroule en ce moment dans la Ghouta orientale. Le régime ne se contente pas de bombarder sa propre population. Il s'efforce méthodiquement de viser les hôpitaux et les infrastructures vitales pour la population, avec un objectif macabre : s'assurer que les blessés qui ne sont pas morts sous les bombardements ne puissent pas survivre à leurs blessures. Il faut le marteler, Monsieur le Président, les attaques contre les hôpitaux et les personnels de santé sont constitutifs de crimes de guerre et leurs auteurs devront répondre de leurs actes.

Les rapports qui nous parviennent des ONG et du haut-commissaire pour les droits de l'Homme sont proprement insoutenables. 28 attaques ont touché 20 hôpitaux de la Ghouta orientale depuis janvier. Plus de 700 personnes ont besoin d'évacuations médicales d'urgence. Ces évacuations sont systématiquement refusées depuis des mois par le régime de Damas. Plus de 400.000 personnes dont 130.000 enfants sont ainsi assiégés depuis des mois par le régime dans le cadre d'un siège digne du Moyen Âge.

Monsieur le Président,

Ne nous y trompons pas : le régime syrien et ses alliés brandissent la lutte contre les terroristes djihadistes - dont personne ne conteste la nécessité - pour justifier une offensive qui vise des objectifs bien différents. Ses véritables intentions sont bien d'annihiler toute opposition et de briser le moral des populations civiles en massacrant à l'aveugle. Cette offensive sur la Ghouta orientale, qui a connu une accélération effrénée au cours des derniers jours et dont le pire est sans doute à venir, porte en germe, dans sa méthode comme dans ses conséquences, un nouvel Alep.

Rappelons-nous que dans cette ville, l'intensification des bombardements avait précédé une opération de reconquête d'une violence inouïe, qui n'avait jamais cherché à épargner les civils

et n'avait pas exclu l'utilisation de l'arme chimique - nous serons particulièrement vigilants sur ce point.

Monsieur le Président,

La France a condamné hier avec force, par la voix du président Macron, ces bombardements indiscriminés contre les zones habitées et les infrastructures civiles, et demandé la mise en place immédiate d'une trêve pour permettre les évacuations médicales et l'accès humanitaire aux populations. Le secrétaire général des Nations unies est également intervenu dans le même sens.

Comme l'a rappelé ce matin le ministre français des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian, tout immobilisme est coupable. Il faut agir et vite. Or, ce conseil en a les moyens s'il en a la volonté.

Monsieur le Président,

La Suède et le Koweït, dont la France salue l'engagement, ont proposé un projet de résolution du conseil de sécurité exigeant une cessation des hostilités immédiate pour permettre aux humanitaires d'évacuer les blessés et d'accéder aux populations. Le projet qui nous est soumis n'émet pas un jugement politique. Il exprime une exigence humanitaire qui en tant que telle doit nous rassembler.

Dans ce contexte, nous avons pris note de l'intention de la Russie de proposer des amendements au projet de résolution. Nous les examinerons, mais il est essentiel que nous adoptions rapidement cette résolution pour que la cessation des hostilités intervienne sans délais, car l'urgence sur le terrain est absolue.

Monsieur le Président,

Une cessation des hostilités n'est pas une concession. C'est la réponse minimale aux demandes répétées des Nations unies et des acteurs humanitaires, relayées par les membres de ce conseil.

Il reviendra ensuite aux soutiens du régime d'en faire assurer le plein respect et de répondre à toutes les demandes d'accès d'assistance humanitaire et aux évacuations médicales, conformément aux obligations découlant du droit international humanitaire. Nous ne pouvons imaginer qu'un membre de ce Conseil puisse s'y opposer.

Monsieur le Président,

Nous devons parallèlement - et la France y est prête - redoubler d'efforts pour mettre en place l'environnement neutre qui permettra un processus politique crédible et des élections en Syrie.

Depuis le début de la crise syrienne, la France a défendu une position constante : le primat de la solution négociée sur la solution militaire, et la recherche d'une solution politique qui réponde aux aspirations du peuple syrien, assure une paix durable et endigue le terrorisme. La France ne déviara pas de la feuille de route qui a été agréée par la communauté internationale. Nous l'avons dit et nous le répétons, seule une solution politique inclusive établie sous les auspices des Nations unies, mettant en place une transition politique dans le cadre du processus de Genève et de la résolution 2254 mettra fin de manière durable et crédible aux souffrances du peuple syrien.

Monsieur le Président,

Je voudrais conclure par une mise en garde et un appel. Non seulement la situation en Syrie est revenue aux heures les plus sombres de la tragédie syrienne, mais si nous ne sommes pas en mesure de réagir fortement et sans délai, ne nous y trompons pas, le pire est devant nous. Le pire, c'est l'aggravation sans fin de la catastrophe humanitaire qui broie les civils et, avec eux, toute trace d'humanité et toutes les valeurs qui fondent les Nations unies. Une offensive terrestre générale contre la Ghouta orientale pourrait bien en être la prochaine et macabre étape. Le pire, c'est aussi l'élargissement du conflit. Les ingrédients pour une confrontation régionale voire internationale potentiellement majeure sont réunis aujourd'hui. Ce risque doit être pris très au sérieux.

Alors au nom de nos valeurs, comme de nos intérêts partagés, j'appelle chacun des membres du Conseil de sécurité au sursaut et au rassemblement. Nous le devons aux civils qui meurent par centaines dans l'enfer de la Ghouta orientale ; nous le devons à la sécurité de la région et du monde, que nous avons collectivement la responsabilité de protéger ; nous le devons à la crédibilité de l'ONU, qui est notre bien commun. Prenons garde, Monsieur le Président, que la tragédie syrienne ne soit pas aussi le tombeau des Nations unies.

Je vous remercie./.